



**RETRAITES MBDA**  
**ex AEROSPATIALE**  
**BOURGES**

8, Place Malus  
18000 BOURGES

Bourges, le 25 avril 2008

**POUR UN 1<sup>er</sup> MAI  
OFFENSIF**

**Retraités, salariés actifs, fonctionnaires, familles, assurés sociaux, chômeurs, chaque semaine, le Président de la République et son équipe matraquent leur pouvoir d'achat et attaquent leurs acquis sociaux.**

**Les pensions de retraite** n'ont été revalorisées que de 1,1 % au 1<sup>er</sup> janvier, 1,46 % pour les complémentaires au 1<sup>er</sup> avril, alors que le coût de la vie augmente à un rythme infernal. **Sous la pression des luttes des retraités**, le ministre Bertrand promettait un rattrapage, **mais pour l'instant rien n'est venu.**

**Les franchises médicales** sont entrées en application et c'est en année pleine une ponction de 850 millions d'€uros qui frappe et va frapper tous ceux et celles qui doivent se soigner et aux premières loges sont les retraités. **La Sécurité Sociale cesse de rembourser une nouvelle vague de médicaments**, les laboratoires s'empresent d'augmenter les prix de 30 % et le gouvernement d'augmenter la TVA de 3 %.

**C'est la diminution des allocations familiales à compter du 1<sup>er</sup> mai, la question de fin de remboursement des lunettes par la Sécu et pourquoi pas bientôt les soins dentaires ! La « Réforme » des retraites avec le passage aux 41 ans qui accentuerait la baisse du niveau des pensions va dans le même sens :**

**FAIRE PAYER AUX SALARIES, AUX RETRAITES, AUX ASSURES SOCIAUX LE PRIX DE LA « LUTTE CONTRE LES DEFICITS » ET CASSER LA SECURITE SOCIALE ET LE SYSTEME DE RETRAITES PAR REPARTITION.**

**Pendant ce temps là, SARKOZY et son gouvernement** continuent d'arroser d'avantages les entreprises (25 milliards d'€uros d'exonération de cotisations sociales sans vérification de leur efficacité sur l'emploi et les salaires).

**Pendant ce temps là, les PROFITS SONT COLOSSAUX, les gros actionnaires** croulent sous les versements des dividendes boursiers, les riches sont de plus en plus riches et la poignée de contribuables les plus aisés (grâce au bouclier fiscal), 16.000 personnes vont se partager 575 millions d'€uros de baisse d'impôts !

**Aussi, plus que jamais, cette injustice absolue, doublée d'une impasse économique doit être combattue.**

**Notre revendication d'augmenter les retraites de 200 € est légitime**, n'y a-t-il pas près de 4 millions de retraités(es) qui perçoivent moins de 750 € par mois.

**La lutte pour la défense de la Sécurité Sociale et de notre système de retraite est tout aussi légitime et urgente.**

**Alors que nous allons célébrer le 40<sup>ème</sup> anniversaire des grandes grèves VICTORIEUSES de MAI 68 et nous remettre en mémoire celle que nous avons vécue à NORD-AVIATION.**

**SOYONS OFFENSIFS ET RESOLUS  
AUX COTES DES SALARIES ACTIFS  
DU PRIVE, DU PUBLIC.**

**POUR CE 1<sup>ER</sup> MAI 2008, A L'APPEL DE LA CGT ET AUSSI D'AUTRES  
ORGANISATIONS SYNDICALES,  
RETROUVONS-NOUS NOMBREUX RETRAITES DE L'AERO  
DANS LES MANIFS DECIDEES DANS LE CHER.**

*Voir tract UD-CGT ci-joint (lieu et horaires)*

## Réforme de l'hôpital

### **Nicolas Sarkozy persiste et signe !**

**Le Président de la République, sans surprise, a confirmé les orientations très libérales du rapport Larcher concernant la future réforme de l'hôpital et la loi santé prévue à l'automne.**

Si la CGT et sa fédération de la Santé et de l'Action sociale partagent en partie le diagnostic du rapport Larcher qui met d'ailleurs en lumière la suppression de 100.000 lits depuis 1992, elle est clairement en opposition avec les pistes proposées.

Tout d'abord, avec l'idée qui consiste à faire disparaître la frontière entre le public et le privé. Le secteur privé commercial ne peut en aucun cas remplir des missions de service public, c'est incompatible avec la vision marchande et génératrice de profits sur la santé qui est la sienne.

Dans le rapport Larcher, rien ne précise le caractère public des communautés hospitalières de territoire, au contraire, les groupements de coopération public / privé sont relancés et simplifiés.

Puis avec la mise en place de directoires dans les hôpitaux, la mise sous contrôle des directeurs, le remplacement des Conseils d'Administration par des commissions de surveillance, les super pouvoirs accordés aux A.R.S. qui conduiront à encore plus d'autoritarisme, moins de démocratie dans la gestion et les décisions concernant la politique de santé. C'est une reprise en main évidente des pouvoirs publics, y compris sur les territoires.

Le Président confirme en fait la suppression de 200 hôpitaux et le plan d'économies de 5 milliards d'euros pour tenter de réduire le déficit de la Sécurité Sociale.

Les grands oubliés de cette réforme si moderne restent les personnels, premiers acteurs et éléments d'un service public de qualité, pas un mot sur l'emploi, les formations, la reconnaissance des qualifications, l'amélioration des conditions de travail.

La CGT réaffirme le besoin d'un grand débat public sur la santé. Elle y contribue par ses propositions pour l'élaboration d'un système de santé rénové et moderne.

La mobilisation existe déjà dans de nombreux hôpitaux et localités avec les personnels, les usagers et les élus pour défendre et promouvoir un service public de qualité, Il faut la poursuivre et l'amplifier.

## Allocations familiales

### **Dans le collimateur gouvernemental !**

**Après la réforme annoncée, puis retirée, des « avantages » financiers procurés par la carte de famille nombreuse, celle des majorations pour âge qui doit être mise en œuvre le 1er mai prochain amputera de plusieurs centaines d'euros le budget des familles d'enfants adolescents.**

De plus, la modulation du montant de l'Ars (allocation de rentrée scolaire) en fonction de l'âge et du niveau scolaire des enfants est à l'étude dans les cabinets ministériels pour la rentrée de septembre prochain.

Cette allocation de 272 euros en 2007 pourrait être diminuée de manière importante pour les enfants du primaire et ne serait pas totalement compensée par des montants plus élevés pour ceux du collège ou du lycée.

Les salariés et les parents salariés ont intérêt à se mobiliser dès maintenant pour empêcher la baisse de leurs allocations ! La CGT rappelle son attachement à des allocations familiales universelles ouvertes dès le premier enfant d'un montant de 230 euros mensuels par enfant.

Elle propose également que l'allocation de rentrée scolaire soit versée pour tous les enfants scolarisés, que l'allocation pour le primaire ne soit pas inférieure au montant actuel de l'ARS de 272 euros en 2007 (revalorisée en 2008) avec une majoration significative pour les enfants scolarisés au collège ou au lycée.

## Remboursement d'optique

### **La très mauvaise idée de Me Bachelot**

**La ministre de la Santé a évoqué la très mauvaise idée de retirer à la Sécurité sociale le droit de rembourser la lunetterie pour le transférer aux mutuelles.**

Ce transfert vers la mutualité, organisme privé à but non lucratif, ouvrirait la voie à un transfert de prise en charge par les assurances privées à but lucratif.

En s'attaquant au principe de Solidarité nationale assuré par la Sécurité sociale, la ministre de la Santé imagine pouvoir remettre en cause le droit constitutionnel à la Santé.

La CGT mesure la gravité du propos et les conséquences qu'aurait ce transfert de financement pour les salariés, les assurés sociaux, la Mutualité.

Après la logique scandaleuse des franchises médicales qui oblige les plus malades à financer la recherche pour d'autres malades, cette idée exprimée par la ministre est scandaleuse.

Les franchises médicales, les baisses continues de remboursement de médicaments, les dépassements d'honoraires, les forfaits, toutes ces mesures minent le droit à la Santé, au bien être et le pouvoir d'achat.

La CGT condamne l'idée portée par la ministre : elle annonce un nouveau coup détestable.

La CGT invite les salariés, les assurés sociaux à la plus grande vigilance.

Elle demande par ailleurs, une nouvelle fois au Gouvernement, de supprimer les franchises médicales.

## REPAS CHAMPÊTRE RETRAITES ACTIFS CGT AERO-MBDA

Comme chaque année, ce moment de convivialité entre actifs et retraités est programmé

**VENDREDI 20 JUIN 2008 à 12 H 30**

***Espace Simone SIGNORET à ST-GERMAIN DU PUY***

Nous comptons sur la présence du plus grand nombre possible de camarades.

Une invitation suivra en temps utile avec coupon à retourner à J. BARA. A bientôt.